



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 24/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOC FRANCAISE DONGES-METZ**

47 AV FRANKLIN ROOSEVELT  
77210 Avon

Références : 2026\_0453  
Code AIOT : 0100020984

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ implanté D3 - Bois du Four 54470 Limey-Remenauville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur la réglementation ATEX, à laquelle ont été ajoutés des points de contrôle sur les émulseurs.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ
- D3 - Bois du Four 54470 Limey-Remenauville
- Code AIOT : 0100020984

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SFDM assure la gestion et notamment l'approvisionnement, le transport, le traitement, le stockage et la distribution de carburants liquides.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 3  | Emulseur                                   | Règlement européen du 20/06/2019, article 3  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|-------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Emulseur          | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 5 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection portait sur la vérification de la présence éventuelle de zones ATEX.

Au regard des éléments fournis par l'exploitant, le site ne présente aucune zone classée ATEX.

Par ailleurs, l'exploitant dispose sur le site d'un émulseur, sans substances fluorées, déjà raccordé au système d'injection.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.<br><br>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan |

systématiquement tenu à jour.

[...]

**Constats :**

Par courriel du 22 avril 2026, l'exploitant a transmis le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE).

Les installations recensées dans ce document sont les suivantes:

- gare racleur – pomperie
- manifold
- réservoirs d'hydrocarbure
- séparateur d'hydrocarbure
- pomperie incendie

Il est indiqué que le parc B ne stocke que du gasoil.

À la lecture de ces éléments, l'inspection relève que le DRPCE ne fait apparaître aucune zone ATEX au sein du parc B.

L'exploitant a toutefois précisé que, compte tenu de ses activités, les zones mentionnées cidessus sont maintenues comme zones identifiées à risques, notamment de nature explosive.

L'inspection a constaté que les installations disposent d'une signalétique fondée sur le référentiel ATEX et que des procédures, notamment celles relatives à l'accueil des entreprises extérieures pour les opérations de maintenance, s'appuient également sur ce même référentiel.

Cependant, lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan à jour reportant l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un plan à jour reportant l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion en cohérence avec la signalitique de risques implantée sur les installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Emulseur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Taux d'application d'extinction forfaitaires

**Prescription contrôlée :**

Taux d'application d'extinction forfaitaires

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pour l'extinction d'un incendie de liquide inflammable, les valeurs des taux d'application expérimentaux d'extinction sont déterminées à partir d'une campagne d'essais tels que définis par les guides professionnels.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les émulseurs comprenant du fluor bénéficiaient pour les feux sur hydrocarbures d'un taux expérimental de 2l/m<sup>2</sup>/min contre 2,5 pour les émulseurs sans fluor (non filmogènes) (guide GESIP n°2012-02 "essais-extinction d'un incendie - qualification et emploi d'émulseurs particulièrement performants").</p> <p>Au vu des problématiques actuelles liées à l'utilisation des PFAS et à la volonté de mener à leurs suppressions, des essais à grande échelle ont été menés pour permettre aux émulseurs sans fluor de prétendre au même taux expérimental que les émulseurs fluorés.</p> <p>La DGPR a reconnu le 21/03/2024 une modification du protocole permettant à des émulseurs "sans fluor" d'être qualifiés "hydrocarbures" avec un taux expérimental de 2 l/m<sup>2</sup>/min. L'exploitant dispose sur site de 10 GNV ECOPOL certifiés par l'organisme GESIP "Emulseur sans fluor - Catégorie 2,0 L/min/m<sup>2</sup>N° de qualification : FF-202422" le 10 décembre 2024.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

### N° 3 : Emulseur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFOS</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose sur le site d'un émulseur sans substances fluorées, raccordé au système d'injection.</p> <p>Cependant, il indique que, compte tenu du contexte national relatif au remplacement des émulseurs, la société prestataire n'est actuellement pas en mesure de réaliser le processus complet de migration dans les délais réglementaires (10 avril 2026), notamment pour les opérations de lavage et de rinçage des canalisations ainsi que le traitement de l'ancien émulseur encore présent dans la cuve de stockage.</p> <p>Par ailleurs, le nouvel émulseur est actuellement conditionné dans des GRV, ce qui nécessite l'intervention d'une personne pour basculer d'un GRV à l'autre en cas d'utilisation. A noter que le démarrage du système d'extinction est assuré par un opérateur.</p> <p>Par courriel du 24 mars 2026, l'exploitant a communiqué les échanges établis avec son prestataire ainsi qu'avec la filière d'élimination, laquelle annonce une possibilité de réception des effluents et déchets à compter de la semaine 23 (juin 2026). En parallèle, l'exploitant a élaboré un mode opératoire encadrant les interventions sur le système d'extinction, incluant les instructions destinées au personnel et au SDIS de Toul, afin d'assurer une activation sécurisée du dispositif.</p> |

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments suivants :

- préciser les moyens compensatoires qu'il va mettre en place pour suppléer l'indisponibilité de son système de défense incendie, que ce soit aussi bien en termes de surveillance de l'installation, qu'en moyens de défense incendie ;
- transmettre le rétro planning prévisionnel jusqu'à la mise en service du nouvel émulseur avec la date buttoir semaine 23 ;
- définir clairement une procédure de nettoyage, de récupération des effluents contaminés, et d'élimination de ces déchets (justification du choix de la filière appropriée).

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois